



Premier bilan | UNIVERSITÉS & GRANDES ÉCOLES

Construite sur les ruines d'APB, la nouvelle porte d'entrée dans le supérieur alimente les angoisses des étudiants et suscite les plus violentes critiques. Est-elle mal conçue ou simplement en phase de rodage ? Points de vue croisés

Doit-on clouer Parcoursup au pilori ?

« Il offre une orientation active aux candidats »

La plate-forme ne fait rien d'autre qu'informer les élèves de leurs chances de succès au regard de leur dossier. Tous finiront par trouver une place, en fonction de leur niveau

Par EMMANUEL ROUX

Cela faisait bien longtemps qu'une rentrée universitaire n'avait pas été attendue avec autant de fébrilité. Plusieurs sont ceux qui attendaient l'allumage du dernier étage de la fusée Parcoursup afin d'en dénoncer une nouvelle fois la soi-disant incurie. On nous permettra de ne pas être de ceux-là.

D'abord, rappelons l'enjeu initial : loin d'être une option, il fallait urgemment s'attaquer à la question de l'accès en licence. Pour des raisons d'équité, il fallait mettre un terme à un système rigide, qui avait atteint les limites de l'absurdité en consacrant le principe du tirage au sort lorsqu'une filière universitaire était en tension, au prétexte d'un égalitarisme illusoire. Certes, Parcoursup n'est pas parfait. Il faudra, dans les mois à venir, remettre l'ouvrage sur le métier, repenser le calendrier et interroger la logique de flux continu induite par un dispositif possiblement anxiogène. Si l'absence de classification des choix exprimés a ouvert le champ des possibles aux élèves de terminale, elle a aussi artificiellement alimenté le syndrome du « collection-

neur » qui, espérant toujours plus, accumule les vœux en attente et séquestre ainsi des places que d'autres pourraient avoir. Le retour, à un moment donné, à une hiérarchisation des propositions, sera peut-être la réponse à apporter afin d'éviter la paralysie temporaire du système.

La commission de suivi de Parcoursup aura la charge de l'évaluation et de l'amélioration du processus. Les réglages ne semblent pas hors de portée afin qu'aucun étudiant ne soit laissé pour compte. Chacun se rappelle les soubresauts d'APB à la fin de l'été 2017, qui faisaient le beau jeu de commentateurs critiques s'offusquant d'images d'amphis saturés et du mutisme réservé aux candidats évincés, qui n'avaient d'autre issue que de saisir les tribunaux administratifs, pour rejoindre la formation espérée.

Qu'y a-t-il de blâmable dans l'idée de classer des candidatures pour intégrer une filière non sélective ? Il faut cesser de se voiler la face, chacun sait qu'en fonction du parcours de l'élève, sa réussite en première année de licence peut s'avérer parfaitement illusoire. Parcoursup n'a



d'autre objectif que d'offrir une orientation active, en informant, voire en corrigeant le tir à la marge, par un dispositif d'accompagnement, le fameux « oui si », dont la vocation est de gommer des faiblesses détectées.

GARANTIR AUX ÉTUDIANTS LEUR INSERTION

Dans ces conditions, le débat n'est pas tant de savoir s'il y a ou non, aujourd'hui, sélection à l'entrée. Vue d'une « petite » université de province, qui assume fièrement sa mission de proximité, cette question est assez déconnectée des réalités quotidiennes. L'enjeu, ô combien fondamental, est de jouer au mieux le rôle d'ascenseur social assigné, alors que le taux de boursiers, en premier cycle, peut largement dépasser les standards nationaux.

La vocation, dans ce cadre, est d'accueillir les étudiants sans exclusive, de leur donner les gages d'une insertion satisfaisante. Cela paraît bien éloigné de toute velléité de sélection, d'autant plus improbable que les capacités d'accueil ont systématiquement été portées à leur maximum, laissant ainsi penser que, aucune formation n'arrivant a priori à saturation, chacun trouvera la place qu'il souhaite, mais désormais en toute connaissance de cause.

Cette lecture permet de dégonfler singulièrement un débat parfois déformé par une analyse propre aux établissements parisiens. Revenons aux fondamentaux, quitte à rappeler un poncif : où qu'elles se trouvent, les universités sont avant tout dépositaires d'une mission de service public. Elles n'ont d'autre vocation que de faire

réussir ceux qui leur accordent leur confiance. Nul ne peut se satisfaire des taux de réussite trop faibles que l'on affiche en licence depuis des années. Parcoursup et la loi ORE [*orientation et réussite des étudiants*] aideront peut-être à les améliorer, et en tout cas ne seront en rien un frein par rapport aux pratiques antérieures. A condition, évidemment, que les moyens soient au rendez-vous, en particulier sur le long terme. L'Etat devra en être garant.

En attendant, grande est la tentation d'observer avec clémence le déroulement du processus en cette rentrée charnière. Incontestablement, il a fallu de l'audace pour lancer dans un délai aussi court un tel chambardement, et que chacun se saisisse du dispositif. Comme quoi, les universités, comme d'ailleurs les chancelleries qui les accompagnent, savent faire évoluer leur mode de fonctionnement avec efficacité, en un temps record. A n'en point douter, la rentrée passera. A l'avenir de confirmer que cette année zéro sera bien celle du renouveau. ■



Emmanuel Roux, président de l'université de Nîmes (Gard)